le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 03 février 2019 N° 452 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal

Élection présidentielle : aucun candidat ne représente les intérêts des travailleurs

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Sénégal
Présidentielle : Aucun candidat ne représente les intérêts des travailleurs

Page 4
Mali : gabegie pour une minorité de parasites, et serrage de ceinture pour la majorité

Pages 6-8
Côte d'Ivoire : Y a-t-il une nouvelle donne politique après la mise en liberté conditionnelle de Gbagbo ?

Page 9
Soudan : la protestation des travailleurs ébranle la dictature

Page 10
Madagascar : tournée présidentielle et promesses

Page 12
Afrique de l'Ouest : 25 ans après la création de l'UEMOA, quel avenir pour le franc CFA ?

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Sénégal

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : AUCUN CANDIDAT NE REPRÉSENTE LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS

Le premier tour de l'élection présidentielle au Sénégal est prévu pour le 24 février. Il y aura au total cinq candidats en compétition, dont le président sortant Macky Sall. Selon les commentateurs, ce dernier a un boulevard devant lui, d'autant plus que les deux principaux rivaux qui auraient pu le déranger ont été mis hors course par le pouvoir. Il s'agit de Karim Wade, le fils de l'ancien président, qui était promu par son père à une carrière de futur président mais qui a été arrêté par Macky Sall en 2014 pour « détournement de fonds publics » *et* « enrichissement illicite ». *Il a été gracié deux ans plus tard puis renvoyé en exil au Qatar. Sa candidature n'a pas été retenue par le Conseil constitutionnel de même que celle de l'ancien maire (PS) de Dakar, Khalifa Sall, lui aussi emprisonné suite à une accusation de détournement de deniers publics.*

Les principaux partis d'opposition, le PDS et le PS ne seront pas représentés officiellement dans cette élection. La direction du PDS dit que puisque que la candidature de Karim Wade n'a pas été retenue, elle va boycotter cette élection. Quant au PS, ses dirigeants ont choisi de faire une alliance avec Macky Sall en échange de quelques strapontins ministériels ou d'autres avantages.

Les quatre concurrents de Macky Sall sont : Ousmane Sonko, Idrissa Seck, Madické Niang et Issa Sall. Certains ont derrière eux une longue carrière politique. C'est le cas d'Idrissa Seck, ancien ministre et Premier ministre de Wade. Il avait été un temps pressenti comme « dauphin » *de Wade avant de tomber en disgrâce puis emprisonné par ce même Wade pour détournement de fonds publics. Il a ensuite fondé son propre parti, le Rewmi. C'est la troisième fois qu'il se porte candidat à l'élection présidentielle. Lors du dernier scrutin de 2012 il avait soutenu l'actuel président Macky Sall au deuxième tour.*

Madické Niang, ancien avocat au barreau de Dakar, a aussi occupé plusieurs postes ministériels sous la présidence de Wade. Il ests toujours membre du PDS mais n'a pas été désigné par celui-ci comme son candidat officiel.

Issa Sall est le candidat du Parti de l'Unité et du Rassemblement (PUR). C'est un notable de la région de Fatick (ancien vice-président du conseil régional puis député depuis 2017). Il se vante d'avoir le soutien de certains imams

de la confrérie des Tidjanes.

Ousmane Sonko est celui qui est présenté par certains observateurs de la vie politique sénégalaise comme « l'étoile montante ». *Il est le candidat le plus jeune et est assez populaire, notamment dans le milieu universitaire. Ancien haut fonctionnaire de l'Inspection générale des impôts, il a été radié suite à ses écrits accusant l'actuel chef de l'État et son frère de malversations financières. Il se dit favorable à la sortie du Franc CFA et a un langage vaguement anti-impérialiste qui plait à une partie de l'intelligentsia dakaroise. Son parti, le PASTEF (les Patriotes du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité) a été créé en 2014. Il est député depuis 2017.*

Tout indique donc que Macky Sall va rempiler pour un nouveau septennat sans trop de difficulté. Les tractations en coulisses ont déjà commencé entre les uns et les autres pour la distribution des postes à la mangeoire. On se bouscule au portillon pour avoir la meilleure place.

Les intérêts des travailleurs et des classes populaires ne seront pas représentés dans cette élection. Aucun de ces cinq candidats ne mérite que les travailleurs aillent voter pour lui, même pas pour tout simplement dénoncer la corruption, la gabegie et les détournements des fonds publics.

Sénégal

MACKY SALL INAUGURE … LA POPULATION PAYE LA FACTURE !

Ces dernières semaines, à l'approche du premier tour de l'élection présidentielle, Macky Sall a multiplié les cérémonies d'inauguration pour attirer les caméras et les micros sur sa candidature à sa propre succession. Un jour c'est une école de formation professionnelle, le lendemain c'est une portion de route goudronnée, un terrain de sport. La dernière en date a été l'inauguration du pont « *transgambien* » qui permet de relier la capitale casamançaise (Ziguinchor) à Dakar sans être obligé de contourner la Gambie.

Parfois il s'agit d'inauguration de façade car les travaux de finition ne sont pas encore terminés, ou de la simple « *pose de la première pierre* », pourvu que cela « *colle* » avec l'agenda électoral de Macky Sall et qu'il soit vu à la télévision comme « *le président qui réalise des choses pour son pays*».

Un certain nombre de réalisations de prestige tels que le nouvel aéroport international de Dakar (dont les travaux avaient commencé sous Wade), le gigantesque palais des sports dédié à la lutte sénégalaise, ou le nouveau stade de football de 50 000 places qui sera construit dans la banlieue dakaroise en 2020, ont déjà englouti des milliards de Francs CFA.

Ces milliards auraient pu servir à réaliser des choses utiles et urgentes qui pourraient améliorer la vie quotidienne de la majorité de la population. Ils auraient pu être utilisés par exemple pour résoudre les problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable d'une grande ville comme Dakar qui en a cruellement besoin, ou bien pour construire une nouvelle centrale électrique tant souhaitée par la population. Les coupures d'eau et d'électricité empoisonnent l'existence de ceux qui n'ont ni réservoir d'eau ni groupe électrogène de secours pour pallier les défaillances de l'Etat en la matière. Leur calvaire dure depuis des années et n'est pas près de finir car ce n'est pas la priorité de l'État.

Mais, soyons sûrs, les milliards engloutis dans des futilités ne sont pas perdus pour tout le monde. Les consortiums chinois ou autres se sont taillé la part du lion, le clan au pouvoir a aussi perçu sa part de bakchich et au total c'est l'ensemble de la population pauvre qui payera (et qui paye déjà) d'une manière ou d'une autre les dettes contractées par l'Etat en son nom.

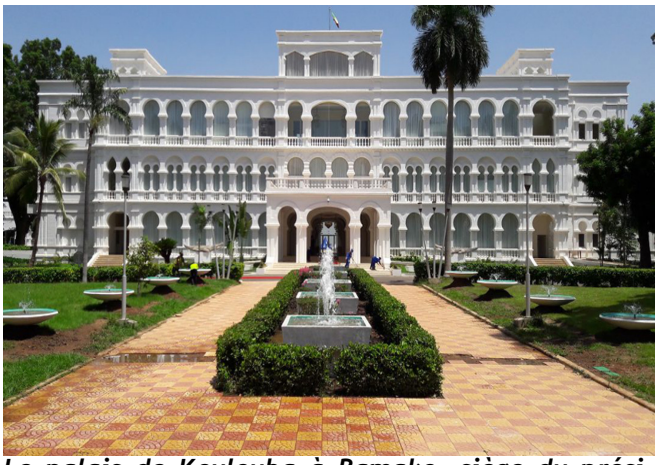
Mali

GABEGIE POUR UNE MINORITÉ DE PARASITES ET SERRAGE DE CEINTURE POUR LA MAJORITÉ

Le gouvernement malien a, parait-il, décidé de faire des économies d'argent sur le « *train de vie de l'État* ». C'est en tout cas ce que le Premier ministre a annoncé récemment. Il a dit que dorénavant les dépenses (tels que les frais de carburant et les frais de bouche) des gouverneurs et de certaines administrations seront revues à la baisse ; que tout achat de véhicule devrait faire l'objet d'une demande auprès du ministre des Finances ; tout achat de billet d'avion pour effectuer des missions à l'étranger devra se faire auprès d'une agence agréée part l'État malien et que les dépenses de ces missions seront plus étroitement surveillées, etc.

Le but de tout cela serait selon le Premier ministre, de pouvoir « *faire face aux importantes priorités du gouvernement en matière d'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens*». De qui se moque-t-il ?

Les enseignants des écoles publiques, les cheminots, le personnel hospitalier, les petits salariés de l'administration qui ont récemment exprimé leur colère en faisant la grève, ont vu comment l'État les a traités avec mépris alors qu'ils ne revendiquaient que le droit de pouvoir vivre décemment de leur travail. Comme on a pu le constater, « *les priorités* » du gouvernement ne sont nullement en direction de ces petits salariés de l'État mais plutôt de continuer à satisfaire l'appétit vorace de ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide, à commencer par le président qui mène un train de vie de nabab.



Le palais de Koulouba à Bamako, siège du président malien

On se souvient du caprice d'IBK qui en 2014, s'est offert un avion présidentiel tout neuf pour le prix de plusieurs dizaines de milliards de Francs Cfa alors que l'Etat malien en avait déjà un mais qui ne plaisait pas au nouveau locataire du palais de Koulouba. Il faut rappeler aussi que l'année suivante, ce même IBK a fait dépenser par l'Etat plus de six autres milliards pour la rénovation de son palais présidentiel alors qu'il avait déjà fait l'objet de travaux peu de temps auparavant. Idem pour la réhabilitation de la résidence des hôtes du président, évaluée quant à elle à près de 5,5 milliards de francs CFA.

Le budget présidentiel serait ainsi passé de 9,3 milliards de francs CFA en 2014 à 19,3 milliards en 2016, soit une augmentation de 10 milliards de francs CFA. Un journal de l'opposition a comparé le budget présidentiel de 2015 (qui avait déjà atteint les 14 milliards 600 millions de F CFA) à celui des dix principaux hôpitaux du Mali (Point G,

Gabriel Touré, Hôpital du Mali, Kayes, Kati, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao) qui totalisent 14 milliards 400 millions de FCFA. Autant de gabegie pour le locataire de Koulouba alors que les hôpitaux sont dans un piteux état, il y a de quoi être écœuré !

Toujours selon ce même journal, rien que le budget de l'alimentation du palais de Koulouba a été multiplié par cinq en deux ans, passant de 61 millions en 2013 à 300 millions en 2015 alors que le budget de la « *sécurité alimentaire* » pour l'ensemble du pays était à peine de 500 millions de FCFA. C'est dire qu'à la présidence, on a un gros appétit et des goûts de luxe et que le confort du président et celui de ses hôtes comptent plus que la vie de la population !

Les dirigeants de l'opposition font croire qu'avec eux au pouvoir tout ira mieux pour la population, mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à leur faire confiance. La plupart de ces « *opposants* » ont déjà « *mangé* » à un titre ou à un autre avec le pouvoir sous ce même IBK sinon avec ses prédécesseurs. Ils ne souhaitent que parvenir à la tête de l'État pour profiter à leur tour des caisses de l'Etat.

Mali

UNE PETITE VICTOIRE POUR LES ENSEIGNANTS EN GRÈVE

Les syndicats d'enseignants viennent de remporter leur première bataille le 8 janvier dernier lors des négociations avec le gouvernement, en obtenant le statut autonome de l'enseignant qu'ils ont tant réclamé.

Il y a eu d'abord un premier fait de grève de 2 jours organisée par un regroupement de onze syndicats de l'enseignement pour réclamer entre autres l'« *amélioration de leurs conditions de vie et de travail* » et le « *versement des arriérés de leurs salaires* ». Comme le gouvernement a fait la sourde oreille, une seconde grève de 9 jours a suivi. Mais au troisième appel à la grève qui devait durer 5 jours, le gouvernement a cédé.

Ce statut autonome de l'enseignant fait partie de l'accord signé le 15 octobre 2016 par un collectif des syndicats d'enseignants et le gouvernement. Il est composé de dix revendications principales dont l'adoption d'un statut autonome de l'enseignant, l'alignement de salaires des enseignants maliens sur ceux des pays de la sous-région, la construction d'écoles publiques, l'augmentation de l'indemnité de responsabilité pour les enseignants.

La grève a été suivie dans le tout le territoire, un peu moins dans la région du nord où des écoles sont déjà fermées comme à Kidal, à cause de l'insécurité semée par des djihadistes extrémistes. Selon les syndicats, à Ségou par exemple, ville située à 240 kilomètres au nord de Bamako, la grève a été un succès. À Sikasso, localité située au sud de la capitale, les écoles publiques étaient quasiment toutes fermées. À Bamako même, les salles de cours étaient vides.

Les élèves des écoles publiques qui subissent l'arrêt des cours dû aux grèves de leurs enseignants, sont bien sûr inquiets pour leur avenir ; leurs parents, pauvres, n'ont pas les moyens de les inscrire dans les écoles privées qui coûtent les yeux de la tête ; ils sont désolés de la non-résolution de la crise mais certains pensent que c'est faute de l'État qui ne prend pas très au sérieux les revendications des grévistes.

À l'adoption du statut autonome de l'enseignant, les syndicalistes ont appelé à la suspension de la grève mais maintiennent

la pression. Ils en ont assez des promesses sans lendemain du pouvoir. Cette fois-ci ils veulent du concret. Aussi ont-ils déposé un nouveau préavis de grève de 15 jours à compter du 13 février. Le bras de fer continue donc entre les deux parties.

Mali

À KAYES, LES PARENTS D'ÉLÈVES SE MOBILISENT POUR QUE L'ANNÉE SCOLAIRE NE SOIT PAS GACHÉE

Excédés par la paralysie des écoles publiques suite à plusieurs grèves successives des enseignants, des parents d'élèves de la ville de Kayes ont organisé, le 23 janvier dernier, une marche pour demander aux autorités politiques de trouver une solution afin que cette grève ne pénalise pas la scolarité de leurs enfants.

L'année scolaire en cours risque en effet d'être perdue si le gouvernement, au lieu de prendre en compte les justes revendications des enseignants qui demandent une revalorisation de leurs salaires et une amélioration de leurs conditions de travail, se contente de formuler de vagues promesses qui ne sont jamais tenues

La tactique du gouvernement c'est de laisser pourrir cette situation en pensant que les élèves et leurs parents finiront par se lever contre les enseignants grévistes. C'est un piège dans lequel il faut éviter de tomber car les intérêts des élèves et des enseignants ne sont pas opposés, bien au contraire. Les enseignants ne sont pas des robots mais des humains qui ont besoin d'un minimum de respect et de considération pour pratiquer leur métier dans de meilleures conditions. Ensemble, enseignants, élèves et parents, ils auront plus de force pour contraindre le gouvernement à répondre à leurs exigences.

Côte d'Ivoire

Y A-T-IL UNE NOUVELLE DONNE POLITIQUE APRÈS LA MISE EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE DE GBAGBO ?

Après avoir passé plus de sept années derrière les barreaux de la CPI (Cour pénale internationale) de la Haye, aux Pays-Bas, Laurent Gbagbo et son ex-ministre Charles Blé Goudé ont été acquittés le 15 janvier dernier, puis « *libérés sous conditions* » depuis le 2 février. Selon toute vraisemblance, Gbagbo sera assigné à résidence en Belgique. Sa libération est soumise à de nombreuses restrictions comme par exemple l'interdiction de s'exprimer dans la presse, de sortir de la commune de résidence, etc., en attendant la délibération définitive du tribunal. Il peut à tout moment être reconvoqué par la CPI si celle-ci le décide.

Scène de liesse à Yopougon (Abidjan), le 15 janvier 2019, juste après l'annonce de l'acquittement de Gbagbo.

Leur acquittement, même provisoire, a été cependant accueilli avec une certaine liesse, sans trop de débordements toutefois, par leurs partisans en Côte d'Ivoire. Certains ont cru que Gbagbo allait revenir rapidement en Côte d'Ivoire et peut-être même revenir au pouvoir en proposant sa candidature lors de la future élection présidentielle de 2020. Ceux-là devront attendre un certain temps qui dépendra du bon vouloir des juges de la CPI.

Et puis, même si Gbagbo était libéré définitivement, il n'est pas dit qu'il puisse revenir aussi facilement en Côte d'Ivoire parce qu'il est toujours condamné à 20 ans de prison par la justice ivoirienne pour l'affaire du braquage de la BCEAO lors de la crise de postélectorale de 2010-2011. Cette cartouche-là est entre les mains de Ouattara et pourrait éventuellement lui servir de monnaie d'échange pour négocier des arrangements avec Gbagbo et ses partisans.

Manifestation anti-Gbagbo dans le centre ville de Korhogo (un des fiefs de Ouattara), le 17 Janvier 2019

Si l'acquittement de Gbagbo et de Blé Goudé a été accueilli avec joie dans certains quartiers d'Abidjan, on a vu des scènes de colère et de protestations plus ou moins téléguidées par les autorités politiques. Cela a été le cas autour de la mairie d'Abobo ou dans certaines grandes villes du Nord comme Bouaké ou Korhogo. Certains portaient de grandes banderoles imprimées avec des inscriptions comme : « *Pas de liberté pour Gbagbo* » ou de petites pancartes avec des slogans écrits à la main du genre : « *Blé Goudé père de l'article 125 doit payer* » (référence à une pratique d'exécutions sommaires encouragée par Blé Goudé qui était un des dirigeants des « *Jeunes patriotes* » lors de la guerre civile de 2010-2011). On a entendu ici et là des gens dire ouvertement que « *si Gbagbo revient, la guerre va reprendre !* ».

Comme on peut le constater, les sentiments d'hostilité qui ont prévalu il y a quelques années et qui se sont traduits par des massacres causant plus de 3000 morts et des dizaines de milliers de réfugiés qui ont tout perdu, sont loin d'avoir disparu de la mémoire collective. Le spectre de 2010 hante toujours ceux qui ont vécu les violences de toutes sortes. La crainte de voir ressurgir ce même scénario lors des prochaines élections de 2020 est de plus en plus partagée, surtout dans l'hypothèse où les trois principaux protagonistes de 2010 (Gbagbo, Ouattara et Bédié) se représentent en 2020.

Même si les dirigeants politiques, tant du côté du FPI que du RHDP ou du PDCI, n'ont à la bouche que le mot réconciliation, ce n'est que du verni destiné à la communication médiatique. Ceux qui sont au pouvoir depuis le départ de Gbagbo sont tellement accrochés aux avantages et aux privilèges de toutes sortes que leur procure ce pouvoir qu'ils sont capables du pire pour les conserver. Mais leurs adversaires qui ont perdu le pouvoir sont aussi capables du pire pour y revenir.

Jusqu'à présent, les dirigeants, de part et d'autres, évitent de mettre de l'huile sur le feu. Tout le monde surveille son langage (en tout cas au sommet des appareils politiques) pour ne pas être taxé de fomenteur de guerre civile. C'est pour cela peut-être que jusqu'ici, malgré les scènes de joie ici, des rassemblements de protestation là, la presse n'a pas fait cas de victimes de violence à caractère ethnique ou régionale depuis l'acquittement de Gbagbo. Mais rien ne dit que cela va continuer ainsi.

Le piège pour les travailleurs et plus généralement pour l'ensemble de la popula-

tion pauvre, ce serait de se laisser entrainer dans cette rivalité entre les dirigeants des appareils politiques pour le contrôle du pouvoir. Tôt ou tard, les dirigeants en compétition vont redistiller le poison de l'ethnisme, du régionalisme ou de l'appartenance religieuse, pour avoir le maximum de soutien électoral sur ces bases-là. Ils l'ont fait par le passé, ils peuvent le refaire à nouveau.

Les travailleurs auront à se méfier de ces gens-là comme de la peste. Ils n'ont aucun intérêt à se laisser diviser en clans derrière tel ou tel politicien fût-il issu de leur village ou de leur ethnie. Leur avenir ne dépend pas de l'arrivée au pouvoir d'un clan ou d'un autre mais de leurs luttes collectives dans les usines, sur les chantiers, dans les quartiers d'habitations, là où ils subissent, sans distinction ethnique ou régionale, l'exploitation et l'oppression. Toute division entre exploités ne fera que les affaiblir face aux capitalistes qui les exploitent et à l'État qui sert de gardien de l'ordre des affameurs.

Côte d'Ivoire

ÇA SENT LE POURRI !

Ouattara s'est vanté d'avoir attiré une foule de plusieurs dizaines de milliers de partisans au stade, à l'occasion du 1er congrès du Rhdp. Bédié, en rupture de ban, n'a pas mis longtemps à lui envoyer des pics. Il a déclaré que les gens se sont rendus au stade pour bénéficier tout juste de la « *distribution de riz, de l'huile et d'un bout de chiffon* (pagne) ». En y ajoutant : « *le Rhdp est le rassemblement des détourneurs de deniers publics* ».

On dirait que Bédié parle en bon connaisseur ! Et lui, combien de milliards a-t-il détournés durant ses années de pouvoir ? En tout cas, la petite guéguerre a commencé… en attendant peut-être la grande, comme en 2010 !

À bon entendeur …

KOUMASSI : UNE NOUVELLE ÉQUIPE DE RAPACES AU POUVOIR

Le nouveau maire de Koumassi a procédé au déguerpissement et à la casse des étalages des petits commerçants qui occupaient les trottoirs de certaines artères et avenues de la commune. Il a aussi fait casser des magasins qui, bien que n'étant pas sur les trottoirs, occupaient le domaine public. Le prétexte est la lutte contre l'insalubrité mais en réalité, l'objectif de la mairie c'est de mieux contrôler le petit commerce afin de maximiser ses rentrées d'argent.

Ces petits commerces sont la seule source de revenu pour beaucoup de familles. C'est pour elle donc une question de survie. Elles n'ont d'autres choix que de retourner sur les trottoirs pour vendre des petites choses. Pour la mairie, ces commerçants sont une source de revenus. Généralement, ils doivent d'abord payer pour obtenir le droit d'occuper un emplacement, et ensuite ils payent périodiquement des taxes en tous genres.

Face aux bulldozers de la mairie, l'indignation et la colère des populations étaient palpables.

Ce genre d'opérations est régulièrement mené à travers les communes d'Abidjan, plus particulièrement lors de changement d'équipe à la tête de ces municipalités. Les nouveaux venus procèdent comme des mafias voulant racketter les gens. Leur gloutonnerie finira par provoquer des explosions de colère, et ils l'auront bien mérité !

Tchad

EN PARTICIPANT À LA GUERRE AU SAHEL LE DICTATEUR DEBY FAIT D'UNE PIERRE DEUX COUPS

Les corps des dix soldats tchadiens tués le 20 janvier dernier lors de l'attaque par des djihadistes du camp de la Minusma à Aguelhoc dans le nord du Mali, sont arrivés à Ndjaména. À cette occasion le dictateur Idriss Deby a versé des larmes de crocodiles sur les dépouilles ; il a reçu ensuite les familles des victimes et a fait semblant de compatir à leur douleur.

Ces jeunes partis au Mali soi-disant pour combattre les terroristes sont morts pour rien. C'est Deby qui les avait envoyés là-bas pour se débarrasser d'eux. À part quelques jeunes chômeurs ou désœuvrés qui fuient la misère en s'engageant dans l'armée, la plupart de ces soldats envoyés au Mali ou en Centrafrique étaient des *"combattants"* qui l'avaient aidé à prendre le pouvoir à Ndjaména en décembre 1990. Mais il n'a pas pu les intégrer tous dans l'armée nationale. Ces laissés-pour-compte commencèrent à semer des troubles dans le pays. À Ndjaména par exemple, en toute impunité, ils tiraient sur les gens pour arracher leur moto, volaient des voitures pour les revendre, rackettaient les vendeuses aux marchés, etc. Alors pour se débarrasser de certains, Déby les a envoyés au Mali ou en Centrafrique pour servir de chair à canons.

Mais le problème n'est pas réglé pour autant car force est de constater que ces rackets et braquages continuent même si, aujourd'hui, leur fréquence a diminué par rapport aux premières heures de la prise du pouvoir de Deby. Ce n'est un secret pour personne qu'un réseau de vol de voitures et motos est tissé au sein même de la garde présidentielle de Deby. Bien évidemment ces voleurs ne sont jamais inquiétés.

Pour ceux-là il est difficile à Deby de s'en débarrasser car ce sont de hauts gradés de sa propre garde présidentielle qui sont à l'origine de ce réseau.

Soudan

LA PROTESTATION DES TRAVAILLEURS ÉBRANLE LA DICTATURE

Le régime d'Omar el-Béchir tremble. Depuis plus d'un mois, les travailleurs et plus généralement les petites gens défilent pour montrer leur mécontentement car le prix du pain a triplé, celui du sucre et des autres produits de première nécessité a aussi augmenté. Les manifestations se sont déroulées à Khartoum, la capitale, ainsi que dans d'autres grandes villes comme Omdurman, Dongala et Atbara.

La population est descendue dans la rue d'une manière spontanée. Le 19 décembre, les premières manifestations ont commencé à Atbara, au nord de la capitale. Cette ville est considérée comme le berceau du syndicalisme et du communisme au Soudan. Le premier syndicat y a été créé en 1946. Le parti communiste soudanais était très implanté dans la classe ouvrière et chez les étudiants. Mais la dictature d'el-Béchir a fortement réprimé toutes les organisations.

Actuellement, le régime accuse l'Association des professionnels soudanais (APS) d'être l'instigatrice de cette protestation. Cette organisation est née clandestinement après les manifestations de 2013. Mais dès sa sortie publique au début des manifestations actuelles, le régime a emprison-

né plusieurs de ses dirigeants. Depuis, l'APS garde l'anonymat, ses responsables n'utilisent plus leurs téléphones portables. Elle travaille en secret, organise la contestation et a su gagner la confiance de la rue.

Omar el-Béchir dirige le pays d'une main de fer depuis trente ans. Il s'appuie sur le puissant NISS, le Service national de renseignement et de la sécurité. Depuis 2009 il est sous mandat d'arrêt lancé par la Cour pénale internationale (CPI) pour « *crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide au Darfour* ».

En 2013 il y a eu des émeutes contre une hausse de plus de 60% des carburants. Cela a déclenché une révolte qui a entrainé une répression policière faisant 200 morts et plus d'un millier de blessés.

Les dernières contestations ont obligé le gouvernement a libérer un millier de prisonniers selon des ONG. Parmi ceux-là, il y a des militants politiques et des journalistes. Désormais les manifestants réclament la démission d'Omar el-Béchir. Des bâtiments du NCP (parti au pouvoir) ont été incendiés.

Vu la manière d'agir de l'APS actuellement, on peut penser qu'il y a une résurgence d'organisations d'opposition au Soudan. En tout cas les travailleurs ont besoin d'avoir une organisation politique propre à eux pour défendre leurs intérêts spécifiques de classes, sinon ils risquent de servir de troupes de choc pour favoriser l'accession au pouvoir d'une nouvelle dictature.

Océan indien

MADAGASCAR : TOURNÉE PRÉSIDENTIELLE ET PROMESSES

Aussitôt élu président, Andry Rajoelina est parti en tournée à travers le pays. Dans le sud, là où les gens souffrent le plus de la sècheresse il promet de faire creuser 200 puits car « l'eau est source de vie ». Il a même évoqué la nécessité de construire un pipeline dans la région de l'Androy. A ceux qui ont faim, c'est-à-dire l'écrasante majorité de la population, il affirme que d'ici 5 ans le pays parviendra à l'autosuffisance alimentaire et qu'en attendant, il faudra se contenter de consommer « le riz à bas prix » qui arrivera sur le marché. Que de bonnes paroles... Ce « riz à bas prix » a existé dans le passé lorsqu'il était à la tête du pays. C'était une denrée de tellement mauvaise qualité que beaucoup de gens sont tombés malades en le consommant.

A titre de rappel, Rajoelina a été maire d'Antananarivo avant d'être promu chef du « *gouvernement de transition* » par des militaires plus ou moins rebelles s'appuyant sur les populations pauvres des quartiers. Il est resté au pouvoir durant 5 ans et durant 5 autres années, avant de céder la place à son ami Rajaonarimampianina qui a également duré 5 ans.

Les présidents se succèdent et la population pauvre est frappée par de multiples maux, au premier rang desquels il y a l'exploitation féroce, aussi bien dans les zones industrielles que dans les mines. Rajoelina n'ignore pas que Ravalomanana, le président blackboulé, a essayé de faire une tournée préélectorale dans l'Androy (Grand Sud) région très déshéritée. Il y a été copieusement hué dans la ville d'Ambovombe ; ce voyage a été un fiasco et il a dû repartir précipitamment.

Le nouveau président ne veut pas faire la même expérience devant ces populations qui souffrent ; il a dit qu'il ne les oubliera pas. En réalité, les seuls qui ne seront pas oubliés ce sont les possédants des grandes sociétés qui auront dégoté des contrats juteux avec le nouveau régime. Avec un peu de chance ils vont peut-être débuter

quelques travaux, mais ensuite les chantiers risquent de rester en suspend durant d'interminables années.

Les caisses de l'État sont vides et Rajoeline se garde bien de préciser dans quelles poches il prélèvera les millions nécessaires. Pour sûr, comme par le passé, il cherchera à faire payer les travailleurs et les classes pauvres. La classe des riches dont il fait partie, ne payera rien ou presque rien.

Océan Indien

IL FAUT LA LIBRE CIRCULATION POUR TOUS !

De nombreux ressortissants malgaches vont à Mayotte pour différentes raisons, entre autres pour se faire soigner dans un centre de santé. Plus les années passent et plus cela devient compliqué. Pour les hommes d'affaires, pour les capitalistes de tout poil et de toutes couleurs, c'est un jeu d'enfants de se déplacer car dans cette société les portes s'ouvrent facilement lorsque les comptes en banque ou que les portefeuilles sont bien remplis.

Pour les gens pauvres et les migrants, qu'ils soient comoriens, ou originaires de contrées plus lointaines, ces déplacements vers Mayotte sont quasiment impossibles : l'océan Indien est devenu une sorte de grand cimetière marin. La nouveauté qui s'ajoute à cette horreur, c'est qu'actuellement les personnes, même dotées d'un titre de séjour, ne peuvent pas quitter cette île pour aller vers d'autres départements de France. Le pouvoir en France s'appuie sur une loi qu'il a fait voter récemment avec l'approbation de la députée mahoraise membre du parti du président.

C'est bien connu : dans la société capitaliste « *il vaut mieux être riche et en bonne santé plutôt que pauvre et malade* ». Non à la transformation de Mayotte en camp de rétention !

Leur société

METTRE FIN À LA DOMINATION D'UNE MINORITÉ DE PARASITES

Une ONG internationale (Oxfam) a produit récemment un rapport sur les inégalités dans le monde. Il en ressort que seulement 26 personnes possèdent autant de richesses que près de 4 milliards d'hommes, soit près de la moitié de la population mondiale. C'est une inégalité criante engendrée par le système capitaliste. Dans ce système, la quasi-totalité des richesses produites par l'humanité, c'est-à-dire par la classe laborieuse, est accaparée par une poignée de riches parasites, tandis que l'écrasante majorité de la population est réduite à la misère.

Cette poignée de capitalistes, forts de la possession de ces richesses faramineuses accumulés depuis des années, domine l'économie mondiale. Ce sont eux qui décident s'ils doivent investir leurs capitaux dans tel ou tel secteur ou de les en retirer.

Leurs décisions ne sont guidées que par le profit qu'ils peuvent réaliser. Et ces décisions ont des conséquences dramatiques pour l'humanité toute entière.

Tant que cette minorité de parasites aura la mainmise sur les moyens de productions et les banques, le monde ira à la catastrophe. Seule la classe ouvrière est capable de lui contester ce pouvoir. Elle en a la force et la légitimité car ce sont les travail-

leurs qui produisent toutes les richesses dont dispose l'humanité.

Les moyens dont dispose l'humanité suffisent largement à donner à chacun un logement décent, des soins de qualité, une éducation digne de ce nom, la nourriture, etc. Mais pour cela, il faudra d'abord arracher des mains des capitalistes leur mainmise sur l'économie et mettre en place une organisation sociale plus juste, plus égalitaire, contrôlée par les travailleurs organisés eux-mêmes.

Afrique de l'Ouest

25 ANS APRÈS LA CRÉATION DE L'UEMOA QUEL AVENIR POUR LE FRANC CFA ?

Le 10 janvier dernier, les représentants des huit Etats membres de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) ont célébré à Ouagadougou, siège de cette institution, le 25ème anniversaire de sa création.

Une place à Ouagadougou dédiée à la commémoration du 25 ème anniversaire de l'UEMOA

Le président ivoirien, Alassane Ouattara qui est aussi le président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat de Gouvernement de l'UEMOA a vanté les prétendues « *avancées majeures* » réalisées par celle-ci en matière de « *solidarité … de création d'un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux …*», etc.

Il n'a convaincu que ses pairs car cette institution sert avant tout à maintenir les anciennes colonies françaises de l'Afrique de l'Ouest sous le giron du même impérialisme français à travers le Franc CFA. Elle permet en même temps aux dirigeants des pays membres d'offrir des sinécures à certains de leurs proches.

Si ce 25ème anniversaire a eu un mérite c'est celui d'avoir remis à l'ordre du jour le vieux débat sur le maintien ou non du Franc CFA. De plus en plus d'intellectuels et d'économistes africains se prononcent pour l'abandon pur et simple de cette monnaie qui rappelle trop la période coloniale. Certains disent que chaque État africain devrait être maître de sa propre monnaie pour être maitre de sa souveraineté nationale. D'autres pensent qu'on pourrait garder une monnaie commune entre les pays africains mais que celle-ci ne devrait plus être liée à la Banque de France et arrimée à l'Euro afin de permettre aux Etats africains de produire de la monnaie à leur guise, en fonction de leurs besoins économiques et politiques.

Le débat oppose donc les partisans de l'abandon ou du maintien du Franc CFA. Ils se chamaillent là-dessus mais sur le fond ils sont tous d'accord pour le maintien du système capitaliste qui est responsable de tant d'injustices et de misère en Afrique et de par le monde.

Si le simple fait d'avoir une monnaie « souveraine » propre à chaque État africain signifiait un progrès social ou une améliora-

tion de la vie quotidienne de la majorité des populations africaines, on aurait pu le constater dans les pays africains qui ont leur propre monnaie (et ils sont plus nombreux que les membres du CFA). Or ce n'est pas le cas.

Quand on est travailleur ou petit paysan, on ne vit pas mieux en Guinée Konakry, en Mauritanie ou au Ghana (pour ne prendre que l'exemple des pays frontaliers de ceux de l'UEMOA) qu'au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Burkina Faso. Partout c'est la même misère et la même exploitation.

Le problème de fond n'est pas dans le choix de la monnaie avec laquelle seront payés les maigres salaires des travailleurs et les produits cultivés par les petits paysans, mais dans le fait qu'ils sont mal payés et exploités par ceux qui veulent tirer un maximum de profits sur leur dos. C'est à cette exploitation qu'il faut mettre fin et cela ne sera possible que si les travailleurs prennent conscience que l'avenir de la société dépend de la lutte qu'ils seront capables de livrer à la classe des capitalistes et à leurs valets en Afrique et ailleurs.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.